



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Les envois de fonds des migrants dans le contexte de la pandémie de COVID-19

**une ligne de survie
économique à préserver**

RÉSUMÉ



COVID-19
REPOSTE

Résumé

Les envois de fonds constituent une bouée de sauvetage pour tous les peuples de la planète, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Leur importance a même dépassé celle de l'aide étrangère, des flux de capitaux privés et des investissements étrangers directs dans les pays en développement.

La pandémie de COVID-19 a gravement touché les envois de fonds en Afrique, principalement en raison des problèmes que les migrants africains rencontrent dans les pays de destination, dont beaucoup figurent parmi les plus touchés par la pandémie, mais aussi de la perturbation des opérations des prestataires de services de transfert de fonds.

D'après les prévisions de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) basées sur les projections de la Banque mondiale, les envois de fonds en Afrique pourraient diminuer de 21 % en 2020, ce qui signifie que les personnes qui dépendent de ces envois en recevront 18 milliards de dollars de moins. Préserver cette ligne de sauvetage revêt donc une importance capitale. Alors que le monde entre dans une période de ralentissement économique, les transferts de fonds seront plus importants que jamais pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier celles qui n'ont pas accès aux filets de sécurité économique et sociale. Les gouvernements du monde entier devraient prendre des mesures efficaces pour faciliter et stimuler les transferts de fonds afin de soutenir la lutte contre le COVID-19 et, en fin de compte, construire un monde post-pandémique plus durable.

Dans ce contexte, la CEA et l'initiative ONE campaign ont analysé l'impact de la pandémie de COVID-19 au niveau mondial et en Afrique et étudié les moyens d'en atténuer les conséquences socioéconomiques et de préserver la bouée de sauvetage que constituent les envois de fonds.

Les envois de fonds dans le contexte de la pandémie de COVID-19 en Afrique : l'importance qui s'attache à préserver cette ligne de survie

En Afrique, une personne sur cinq envoie ou reçoit des fonds internationaux (FIDA, 2020). Depuis 2009, le flux des envois de fonds vers le continent a presque doublé ; il représente désormais plus de 5 % du PIB dans 15 pays africains. En 2019, les travailleurs migrants ont envoyé environ 85 milliards de dollars à leurs proches sur le continent (Banque mondiale, 2020).

Mais il n'y a pas que le volume d'argent qui compte. Les envois de fonds permettent aux personnes vivant dans la pauvreté de disposer d'un revenu en espèces. Des millions de personnes vulnérables se servent des transferts de fonds pour couvrir leurs besoins essentiels. En effet, on estime que cet argent est utilisé, aux trois quarts, pour acheter des produits alimentaires ou pour couvrir les dépenses de santé, d'éducation et de logement (DAES, 2019).

Plus important encore, près de la moitié des envois de fonds mondiaux va dans les zones rurales, où vivent les trois quarts des pauvres et des victimes de l'insécurité alimentaire dans le monde. Les ménages pauvres, en particulier ceux qui sont dirigés par des femmes, sont plus susceptibles de consacrer les transferts de fonds à l'achat des biens et des services essentiels.

Exacerbation d'une crise économique

La pandémie de COVID-19 fait des ravages économiques dans le monde entier et aura de graves répercussions en Afrique. La CEA estime que, dans la meilleure des hypothèses, la croissance économique du continent pourrait se contracter de 1,4 point de pourcentage en 2020, poussant près de 5 millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Pour les expéditeurs et les destinataires des transferts de fonds, le COVID-19 s'est traduit par des pertes d'emplois et la baisse de revenus.

Les migrants sont surreprésentés dans nombre des pays qui sont les plus touchés par la pandémie. Si les migrants font moins de 4 % de la population mondiale, ils représentent au moins 8 % de la population dans six des dix pays où le nombre des cas de COVID-19 est le plus élevé (au 5 juin 2020). Les riches économies d'Amérique du Nord, d'Europe et du Moyen-Orient accueillent également une grande partie des migrants africains et sont à l'origine de plus de la moitié du total des envois de fonds vers l'Afrique.

Au-delà de la perte de revenus, des millions d'expéditeurs ont également éprouvé des difficultés à envoyer de l'argent à leurs proches pendant la période de confinement. On compte 1,7 milliard d'adultes non bancarisés dans le monde, dont 75 % possèdent un téléphone portable qui pourrait leur faciliter l'accès aux services financiers (Banque mondiale, 2020). Les sociétés de technologie financière (par exemple, les opérateurs de télécommunications) pourraient contribuer à réduire les coûts des transferts de fonds en facilitant l'accès et en accélérant le processus de compensation et le règlement des transactions (ONU, 2020).

En Afrique, les envois de fonds devraient diminuer de 21 % pour descendre à 67 milliards de dollars en 2020, réduisant ainsi à néant six années de progrès.

Coût des transferts de fonds et des mesures anticycliques

En général, les expéditeurs paient une prime qui est négativement corrélée au montant de l'argent envoyé. Par exemple, le coût mondial médian d'un envoi de 500 dollars est de 5 % ; cependant, le coût de l'envoi de 200 dollars est de 7 % (Banque mondiale, 2020). Curieusement, ce sont les banques qui font payer le plus cher l'envoi de 200 dollars, soit des frais d'environ 11 % de la somme envoyée. En 2017, les expéditeurs ont payé environ 30 milliards de dollars en frais (Money and Banking, 2018).

Au niveau mondial, les coûts des transferts de fonds restent relativement élevés par rapport à la cible de 3 % fixée dans l'objectif de développement durable 10. Les frais de transfert vers l'Afrique varient considérablement d'un couloir de transfert à l'autre, et il faudrait redoubler d'efforts à l'échelle mondiale pour réduire les frais de transfert et aider le continent à atténuer l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19. Bien qu'elle compte le plus grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté, l'Afrique est la région où les frais de réception d'un envoi de fonds sont les plus élevés, avec un coût moyen de 8 % (contre 5 % pour l'Asie du Sud). C'est également le continent où le coût des envois d'argent est le plus élevé, avec près de 14 % (Banque mondiale, 2020). Au niveau intrarégional, le coût des transferts de fonds reste élevé, en particulier dans les couloirs suivants : l'Angola vers la Namibie, la Tanzanie vers le Rwanda et le Nigéria vers le Togo. Dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine, les pays africains devraient réduire considérablement le coût de l'envoi d'argent liquide sur le continent afin d'aider les économies africaines à mieux se reconstruire.

Certains pays ont mis en place des mécanismes de soutien pour les personnes qui dépendent généralement des envois de fonds. C'est ainsi que le Ghana a réduit les obstacles aux envois de fonds, en permettant aux utilisateurs de téléphones mobiles d'ouvrir des comptes et de transférer jusqu'à 170 dollars par jour sans documents supplémentaires de type « Connaissez-vous votre client ». En Ouganda, la société de télécommunications MTN a renoncé aux frais sur les transferts d'argent par téléphone mobile. La Banque centrale du Kenya a coordonné avec des banques privées la mise en œuvre d'une série de mesures visant à préserver l'accès aux transferts de fonds, notamment l'exonération des frais pour les transferts de comptes bancaires vers des portefeuilles numériques ; le doublement de la limite quotidienne des transactions ; la suppression du plafond sur le nombre de transactions par mois et l'augmentation de la somme d'argent pouvant être conservée dans les porte-monnaie électroniques.

Appel mondial pour stimuler les envois de fonds

De nombreuses mesures ont déjà été prises par les pays et les prestataires de services pour faciliter les transferts de fonds, notamment en Afrique. Ces mesures devraient être adoptées par d'autres pays et être élargies. Récemment, le Royaume-Uni et la Suisse ont lancé conjointement un appel à l'action à l'échelle mondiale, assorti de recommandations adressées aux décideurs, aux régulateurs et aux prestataires de services de transfert de fonds afin qu'ils maintiennent le flux des transferts de fonds pendant la pandémie de COVID-19. L'appel a été appuyé par la Banque mondiale, le Fonds d'équipement des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'International Association of Money Transfer Networks (Association internationale des réseaux de transfert de fonds) et la Chambre de commerce internationale. Le présent rapport réitère cet appel mondial en présentant des faits qui prouvent le caractère urgent de la situation.

Pour augmenter les transferts de fonds pendant la crise de COVID-19 :

- » Les ministres des finances du Groupe des Vingt devraient modifier leurs régimes nationaux de transferts de fonds, ainsi que les réglementations bancaires connexes, afin de ramener le coût des envois de fonds à un niveau proche de zéro jusqu'à la fin de la pandémie. Ils doivent ensuite faire en sorte que le coût des envois de fonds ne dépasse pas 3 %, comme convenu dans l'objectif du développement durable 10.
- » Les gouvernements devraient promouvoir la numérisation de la chaîne de valeur des transferts de fonds, de l'expéditeur au destinataire, afin d'augmenter les volumes, de réduire les coûts et de faciliter l'envoi d'argent.
- » Les gouvernements devraient offrir des incitations fiscales aux prestataires de services de transfert de fonds afin de réduire les frais, tout en assouplissant les exigences strictes de « connaissance de l'identité du client » pour les petites transactions.
- » Tous les pays devraient inclure les travailleurs migrants dans les programmes de protection sociale et de relance et prolonger les visas afin que les migrants puissent continuer à travailler et à envoyer de l'argent dans leur pays d'origine.

- » Les gouvernements devraient permettre de classer les opérateurs de transfert de fonds parmi les entreprises essentielles afin qu'ils puissent rester en activité pendant les périodes de confinement.
- » Les gouvernements des pays à revenu faible et intermédiaire devraient établir des filets de sécurité ou renforcer ceux qui existent déjà au bénéfice des ménages ruraux qui dépendent fortement des transferts de fonds.

Ce faisant, les pays soutiendront l'effort mondial visant à limiter l'impact socioéconomique de la pandémie. Cela est particulièrement vrai pour les transferts de fonds intra-africains. Les transferts de fonds africains pourraient servir d'instrument d'appoint pour favoriser une transformation économique en apportant un soutien dans des domaines aussi stratégiques que le développement des petites et moyennes entreprises, la sécurité alimentaire et l'investissement dans les chaînes de valeur régionales en vue d'approvisionner les marchés africains et de renforcer les capacités de production. Les discussions actuelles concernant la mise en place d'un système de paiement à l'échelle du continent et des systèmes de paiement transfrontaliers interopérables détermineront la dynamique des transferts de fonds intra-africains dans les années à venir.

Dans le présent rapport, les gouvernements sont invités à faire des transferts de fonds une composante essentielle de leurs stratégies pour se reconstruire en mieux en vue d'un monde post-pandémique plus durable et plus résistant. Étant donné que la réduction des envois de fonds pourrait aggraver la crise actuelle en coupant les pauvres de leur principale source de revenus, faciliter les envois de fonds serait un moyen efficace de soutenir directement les personnes dans le besoin et de donner un coup de fouet économique aux pays, accélérant ainsi la reprise mondiale et ne laissant personne à la traîne.